

Pour un réel pouvoir citoyen

Des communautés taillées sur mesure où les êtres expriment leurs désirs et prennent part aux décisions qui les affectent en particulier. Un monde où la différence d'opinions et d'attitudes constitue une richesse. Un monde de responsabilités et de plaisirs partagés. Un monde bien réel.

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres... »

Michel Bakounine

Yanick Descheneaux,
formateur, Ludolettre

S'il est une chose que l'on ne peut nier en ce début de XXI^e siècle, c'est le nombre et la complexité des problèmes vécus un peu partout dans le monde: montée de l'intégrisme, écarts grandissants entre riches et pauvres, guerres civiles, précarisation des conditions de travail, effets dévastateurs de la pollution, etc. *A priori*, si ces problèmes peuvent paraître totalement indépendants les uns des autres, il n'en demeure pas moins qu'ils ont tous, ou presque, la même trame de fond : celle du capitalisme «sauce moderne», communément appelé néolibéralisme. Cette doctrine économique a su, depuis les 20 dernières années, s'imposer comme inéluctable auprès de tous les États industrialisés. Pire encore, les agences supra-étatiques comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en échange d'un soutien financier, obligent les pays en voie de développement à s'inscrire dans ce nouvel ordre économique mondial, à défaut de quoi ils seront mis au banc des accusés par la communauté internationale.

Dans le même ordre d'idée, les nombreux accords commerciaux de libre circulation des biens, du capital et des humains, négociés dans le plus grand secret par des gestionnaires non élus, créent un déficit démocratique et éloignent plus que jamais les gens des lieux de pouvoir. Dans cette mouvance sont nés de nombreux mouvements populaires de contestation de différentes allégeances: altermondialisation, social-démocratie, féminisme, commerce équitable, etc. La plupart d'entre eux visent à prendre le pouvoir des instances précédemment mentionnées pour le redonner aux États-nations¹ et, par le fait même, aux citoyens et aux citoyennes par l'intermédiaire des élus. Or, à l'encontre de cette pensée, l'anarchisme fait pratiquement cavalier seul puisque la solution qu'il avance exclut toute implication de l'État-nation tel que nous le connaissons. Le présent article expose, de façon succincte, une des avenues anarchistes possibles qui redonneraient un pouvoir concret et réel à tous et à toutes.

¹ L'État-nation est un système politique comprenant un gouvernement central (qu'il soit monarchique, démocratique ou autre) chargé de gérer la chose publique d'une nation (peuple). En ce sens, il diffère d'autres formes de systèmes tels que les cités ou l'empire.

Ni Dieu ni maître

Méconnu et méprisé tant par les tenants de la gauche que par ceux de la droite, l'anarchisme n'en demeure pas moins un courant idéologique riche et très diversifié. Pour cette raison, il est nécessaire d'en tracer un portrait exempt des préjugés qui y sont traditionnellement rattachés.

D'abord, il est tout à fait erroné de penser que l'anarchisme est un courant nihiliste où désordre, chaos et violence sont maîtres. Il s'agit là d'un préjugé fort tenace alimenté tant par les médias que par les outils de références linguistiques. Apparue pour la première fois au XIX^e siècle chez Proudhon², le mot dénote une réalité sociale complexe. Sur le plan strictement étymologique, l'anarchisme se définit comme étant l'absence de pouvoir ou d'autorité. De façon plus pragmatique, nous pourrions le définir comme étant la tendance à remettre en question les structures coercitives de toutes sortes afin de maximiser l'espace de liberté des citoyens et des citoyennes. Cette remise en question est profondément rationnelle et présuppose que la liberté individuelle ne peut être obtenue qu'à la condition d'une liberté et d'une équité collectives et sociales. L'individu ne peut ainsi être subordonné à la société, pas plus que cette dernière ne peut être subordonnée à l'individu. C'est cette pensée qui inspira la Révolution russe de 1917 (avant qu'elle ne sombre dans un bolchevisme autoritaire) et celle d'Espagne de 1936. Elle est toujours bien vivante aujourd'hui et inspire nombre de luttes.

On peut alors se demander pour quelles raisons la presse d'ici en fait si peu mention. Peut-être parce qu'au Québec,

contrairement aux États-Unis ou en Europe, les courants de gauche sont plus homogènes et gravitent autour d'un gouvernement fort établi sur le modèle de la social-démocratie. Ailleurs dans le monde, de nombreux courants anarchistes ont vu le jour au gré de l'évolution des sociétés et des réalités en

Or, l'idée que l'être humain doit dominer la nature pour survivre s'inscrit dans une logique de domination de l'humain par l'humain. Depuis de nombreuses générations, la domination de la nature, présentée comme moyen d'émancipation des individus et des peuples, a servi de justification à l'exploitation et à la

Méconnu et méprisé tant par les tenants de la gauche que par ceux de la droite, l'anarchisme n'en demeure pas moins un courant idéologique riche et très diversifié.

découlant : anarcho-féminisme en réaction au patriarcat, anarcho-syndicalisme lié à l'industrialisation et aux droits des travailleurs et des travailleuses, critiques vives des systèmes d'éducation étatiques mis en place au XX^e siècle et, plus récemment avec la prise de conscience des problèmes environnementaux croissants, l'écologie sociale.

L'écologie sociale

Un des premiers anarchistes à s'être penché sur les problèmes environnementaux est l'Américain Murray Bookchin. Né en 1921 de parents immigrants russes, il développe, à partir des années 50, une pensée critique à l'égard des différents mouvements «verts» et propose une analyse et des solutions à la crise écologique alors émergente.

Bookchin est un des premiers intellectuels à présenter les problèmes environnementaux comme étant la résultante d'une crise sociale et économique beaucoup plus profonde. En effet, pour lui nature et société sont loin d'être en opposition. Bien au contraire, les deux réalités s'interpénètrent constamment.

domination d'un groupe d'opprimés par un groupe d'opresseurs (primauté du social sur le naturel). Plus récemment, des groupes de pression adeptes de l'«écologie profonde» (deep ecology) ont adopté la logique inverse : l'être humain doit obéir aux lois de la nature, et toute intervention ou innovation technologique de sa part est perçue comme contraire à la volonté d'une mystique «Mère Nature» (primauté du naturel sur le social). À l'opposé de ces deux courants, l'écologie sociale propose une redéfinition de l'interaction nature-société qui passe principalement par une réorganisation des rapports sociaux et, par extension, du politique.

Il apparaît aujourd'hui inéluctable pour de nombreuses personnes que le capitalisme est totalement malsain et, à moyen ou à long terme, voué à l'échec. D'ailleurs, pourrait-il en être autrement d'un système s'appuyant sur une consommation sans borne, dont la survie est basée sur une quantité et une variété *inépuisables* de ressources tant humaines que naturelles? À cet égard, Bookchin propose une solution radicale remettant

² Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) : écrivain français fondateur du premier journal anarchiste, il est le premier à avoir donné au mot *anarchie* le sens qu'on lui connaît encore aujourd'hui. Il fut reconnu, notamment par Karl Marx, pour ses critiques du système capitaliste et de la propriété privée. Il croyait que la véritable révolution passe par l'économie et imagina des banques du peuple prêtant sans intérêt. Ses idées et ses écrits l'ont condamné à l'exil durant de nombreuses années.

en question à la fois le concept de domination et celui, omniprésent dans la gauche québécoise, de la nécessité d'un État fort: le municipalisme libertaire.

Redéfinir le politique

Afin d'en arriver à une société réellement écologique et égalitaire, tant au point de vue des relations entre humains qu'à celui des relations entre l'espèce humaine et les espèces «non humaines», une redéfinition de notre conception du politique s'impose. Il importe d'abord et avant tout de réexaminer attentivement l'évolution du domaine politique et de l'espace qui, au fil des ans, fut octroyé aux citoyens et aux citoyennes. Or, cette analyse ne peut être faite de façon exhaustive si l'aspect économique en est occulté.

Afin de résoudre la crise politique-économique-écologique actuelle, Bookchin propose que nous révolutionnions nos institutions politiques. Pour ce faire, il se base sur de nombreux exemples de sociétés qui ont connu une vie politique bien différente de la nôtre, la *Polis* athénienne, par exemple. Véritable berceau de la démocratie, cette cité grecque fut le théâtre d'une démocratie directe particulièrement libre et vivante. Tout citoyen pouvait s'exprimer librement et de façon quasi quotidienne sur la vie de la cité. Ainsi, son engagement dans le politique était excessivement important. Il en allait du bien-être de l'ensemble de la communauté. Dans le même ordre d'idée, il était pratiquement impossible d'aller à l'encontre de la volonté populaire puisque le pouvoir n'était pas détenu par une minorité d'individus. Le seul pouvoir que chacun avait était celui d'influencer ses concitoyens. D'ailleurs, même lorsqu'un citoyen était élu à la Boulè³, il n'agissait qu'à titre d'exécutant et pouvait être

démis de ses fonctions en tout temps s'il prenait des décisions contraires à la volonté du peuple. La démocratie participative correspond au sens premier du mot *politique*: la gestion des affaires publiques par l'ensemble de la communauté.

Avec le temps, cette définition s'est étiolée pour céder la place à une autre beaucoup plus réductrice qui a bien servi les élites économiques. La politique est devenu ce système très structuré de rapports de pouvoir, et dont la gestion du quotidien de la majorité relève d'un nombre très restreint d'individus. Cette dérive a eu lieu il y a quelques siècles lorsque sont apparus les États-nations et les monarchies absolues. La concentration du pouvoir entre les mains d'un

d'autorité entre les individus détenant le pouvoir et ceux qui, bien souvent, le lui ont confié. Immanquablement, cette dualité amène la création d'une élite hiérarchique (les élus) qui prétend parler au nom du peuple, mais qui se place au-dessus de lui. Qui plus est, cette élite provient majoritairement d'une classe économique supérieure. Si ce n'est pas le cas, le fait d'être élue et de jouir d'un pouvoir économique considérable l'y entraînera sûrement. Conséquemment, toute impartialité est impossible, et l'État se voit placé à la solde du monde économique. Cette réalité est particulièrement vraie aujourd'hui, alors que nous voyons l'État se retirer du champ économique pour laisser une place de plus en plus grande aux bonzes

Depuis de nombreuses générations, la domination de la nature, présentée comme moyen d'émancipation des individus et des peuples, a servi de justification à l'exploitation et à la domination d'un groupe d'opprimés par un groupe d'opresseurs.

individu (en l'occurrence le roi) reléguait aux oubliettes le pouvoir décisionnel des citoyens et des citoyennes. Peu à peu, les monarchies ont cédé la place à divers systèmes de démocratie représentative tels que nous les connaissons aujourd'hui. Présentées comme des exemples à suivre, ces démocraties connaissent d'importantes failles, la principale étant la confusion entre État et politique. Or, le politique, nous l'avons vu précédemment, est cette gestion des affaires publiques par la population, que nous retrouvons dans toutes les sociétés depuis les débuts de l'humanité. Cette définition n'implique aucunement de rapports de pouvoir, et laisse une liberté très grande aux droits d'un peuple à son autodétermination. À l'opposé, l'État, même démocratique, implique nécessairement un rapport

du capitalisme mondial, même si cela doit être néfaste pour une majorité de citoyens et de citoyennes.

En opposition à cette situation, Bookchin propose que nous abolissions l'État tel que nous le connaissons aujourd'hui pour le remplacer par ce qu'il nomme le municipalisme libertaire. Finie la démocratie représentative. Finis les rapports de pouvoir institutionnalisés. Finie l'économie de marché. Finis la bureaucratie et l'État déshumanisé. Cette véritable révolution ne peut être réalisée que par la mise en place d'une démocratie directe où tous les citoyens et citoyennes pourraient s'exprimer. Concrètement, cette démocratie se traduirait par des assemblées citoyennes investies d'un réel pouvoir décisionnel. La discussion en face-à-face serait le mode

³ Conseil de 500 citoyens tirés au sort annuellement jouant le rôle de conseil exécutif dans la vie démocratique athénienne. Les membres de la Boulè étaient chargés d'organiser les rencontres de l'Éclésiá (l'ensemble des citoyens de la cité) et d'appliquer les décisions prises par cette dernière.

d'échange privilégié pour gérer la chose publique. De cette façon, tous et toutes auraient un rôle actif et primordial dans la gestion de leur communauté. Comme le dit Bookchin, les gens deviendraient «des citoyens au plein sens du terme, c'est-à-dire des acteurs agissants de la décision et de l'autogestion politique de la vie communautaire, y compris l'économie, et non des bénéficiaires passifs de biens et de services fournis par des entités locales en échanges d'impôts et de taxes⁴». Conséquemment, les gens s'identifieraient d'abord et avant tout comme citoyens et non comme contribuables. Le sentiment d'appartenance à la communauté s'en trouverait grandement renforcé. Ces assemblées, qui se tiendraient à intervalles réguliers (par exemple, une fois par mois), seraient dotées d'une structure claire afin de laisser le moins de place possible à l'arbitraire. Le fait que tous et toutes puissent s'exprimer et voter n'exclut toutefois pas que certaines personnes, élues par leurs pairs, assument la gestion des décisions prises par l'assemblée.

De la théorie à la réalité

Mais comment ces assemblées seraient-elles constituées? Quel territoire couvrirait une assemblée? Celui d'une municipalité? À cela, Bookchin répond qu'il faut revenir à de plus petites communautés ayant un caractère organique, c'est-à-dire une «identité propre, définie par un héritage culturel partagé, des intérêts économiques, une communauté de vues sociales et parfois aussi une tradition artistique⁵». Ainsi, des gens ayant un patrimoine culturel et identitaire commun auraient plus de facilité à s'autogérer. En outre, cette communauté organique tiendrait compte des réalités écologiques et environnementales afin d'assurer un

développement durable et la pérennité des écosystèmes. Est-ce à dire que l'on assisterait à une ghettoïsation et à une autarcie de chacune des communautés? Absolument pas! La mise en place d'une confédération de communautés permettrait aux différentes populations d'échanger les unes avec les autres dans un esprit de solidarité. Les délégués de chacune des assemblées auraient comme tâche de discuter et d'établir des partenariats avec les autres représentantes et représentants présents, tout en respectant le mandat confié par les citoyens et les citoyennes de leur communauté. Une interdépendance saine et profitable à tous en viendrait à s'instaurer, et un partage de ressources, de richesses et d'expériences serait à la base d'une société équitable.

Conclusion

Bien qu'utopique en apparence, ce municipalisme libertaire est néanmoins réalisable. Évidemment, un travail d'éducation et de sensibilisation est nécessaire à la réalisation de ce projet révolutionnaire.

Une pleine participation citoyenne présuppose une connaissance de la chose publique et une capacité à s'informer de façon adéquate. Mais comment s'impliquer lorsque le code écrit nous échappe ou que nous ne

possédons pas le vocabulaire pour nommer notre réalité? Comment discuter et débattre lorsque l'Autre possède des mots qui nous échappent? C'est clairement impossible! De là l'importance des groupes populaires en alphabétisation: ils permettent aux gens d'acquérir les outils nécessaires à leur pleine participation citoyenne. D'ailleurs, les façons de faire de ces organismes ne sont-elles pas la preuve que chacun, chacune peut contribuer à la vie démocratique de son milieu? Nos structures démocratiques ne démontrent-elles pas, à petite échelle, qu'autonomie et équité peuvent cohabiter? Il est clair que l'alphabétisation populaire véhicule des valeurs qui se rapprochent de la pensée anarchiste en ce sens qu'un maximum de place est laissé à tous les citoyens et citoyennes, quel que soit le revenu ou la condition sociale. Ainsi, nous devons continuer de mettre en action nos principes afin que tous et toutes puissent contribuer à l'édification d'une société plus juste et, par le fait même, plus libre!

La démocratie participative correspond au sens premier du mot politique : la gestion des affaires publiques par l'ensemble de la communauté.

4 Murray BOOKCHIN. *From Urbanization to Cities*, Cassel, Londres, 1995, 273 p.

5 *Ibid.*